

De Vicepresidente en Minister van Kind, Gezondheid,  
Cultuur, Media en Vrouwenrechten,  
B. LINARD

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Universitaire ziekenhuizen,  
Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Jeugd en Promotie van Brussel,  
F. BERTIEAUX

De Minister van Onderwijs,  
C. DESIR

—  
Nota

(1) *Zitting 2023-2024*

Stukken van het Parlement. - Ontwerp van decreet, nr. 697-1 - Commissieamendement(en), nr. 697-2 - Tekst aangenomen tijdens de commissie, nr. 697-3 - Amendement(en) tijdens de vergadering, nr. 697-4 - Tekst aangenomen tijdens de plenaire vergadering, nr. 697-5.

Integraal verslag. - Bespreking en aanneming. - Vergadering van 17 april 2024.

---

## MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C - 2024/005645]

### 18 AVRIL 2024. — Décret relatif au cadastre de l'emploi non-marchand en Communauté française (1)

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

#### CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Définitions

**Article 1<sup>er</sup>.** Au sens du présent décret on entend par :

1° cadastre de l'emploi non-marchand : la banque de données liée à l'emploi dans le secteur du non-marchand en Communauté française, procédant au recensement de tous les emplois et leurs caractéristiques dans une base de données informatisée quelle que soit la relation de travail, dans les activités visées au 2° pour une durée égale ou supérieure à douze mois ;

2° décret du 24 octobre 2008 : le décret du 24 octobre 2008 déterminant les conditions de subventionnement de l'emploi dans les secteurs socioculturels de la Communauté française ;

3° direction : le service habilité par le Gouvernement pour créer et gérer le cadastre de l'emploi non-marchand créé au sein du Ministère de la Communauté française tel que défini dans le présent décret ;

4° données : les données qui ne sont pas des données à caractère personnel au sens de l'article 1, 7° du présent décret ;

5° données anonymisées : les données qui ne sont plus des données à caractère personnel dans la mesure où la personne concernée n'est pas ou plus identifiable, et ce de façon irréversible ;

6° données personnelles : les données à caractère personnel au sens de l'article 4.1) du RGPD ;

7° données pseudonymisées : les données à caractère personnel traitées de telle façon que celles-ci ne puissent plus être attribuées à une personne concernée précise sans avoir recours à des informations supplémentaires, pour autant que celles-ci soient conservées séparément et soumises à des mesures techniques et organisationnelles afin de garantir que ces données à caractère personnel ne soient pas attribuées à une personne physique identifiée ou identifiable ;

8° employeur : les personnes physiques exerçant une activité professionnelle à titre indépendant ou les personnes morales de droit privé ou public, ou encore les associations de fait relevant du secteur non-marchand ;

9° entité : toute organisation ou structure, qu'elle soit une personne morale, une institution publique, une association, ou toute autre entité juridiquement reconnue, en ce compris les secrétariats sociaux, opérant dans le secteur du non-marchand conformément aux activités visées au 2° ;

10° ETNIC : l'Entreprise publique des Technologies Numériques de l'Information et de la Communication, organisée par le décret du 25 octobre 2018 relatif à l'Entreprise publique des Technologies Numériques de l'Information et de la Communication de la Communauté française ('ETNIC') ;

11° Ministère : Ministère de la Communauté française ;

12° ministres compétents : le(s) Ministre(s) en charge du cadastre de l'emploi non-marchand ;

13° Office : l'organisme d'intérêt public doté de la personnalité juridique en application du décret du 17 juillet 2002 portant réforme de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, en abrégé « O.N.É », ci-après dénommé « l'Office » ;

14° participant : toute autorité publique de la Communauté française, identifiée par le Gouvernement de la Communauté française, qui agit en tant que fournisseur ou en tant que consommateur de données dans le cadastre de l'emploi non-marchand ;

15° relation de travail : le lien entre un employeur et un travailleur, tels que définis au sein du présent article, caractérisés par la subordination du travailleur à l'autorité de l'employeur et la rétribution éventuelle du travailleur en raison des services rendus ;

16° RGPD : le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (Règlement général sur la protection des données) ;

17° secteur non-marchand : les activités relevant des secteurs social, sanitaire, sportif, culturel et audiovisuel, à l'exception de l'enseignement, qui sont autorisées, déclarées, agréées, reconnues, contrôlées et/ou subsidiées, et/ou organisées par la Communauté française ;

18° secteur socioculturel : le secteur regroupant l'ensemble des activités définies à l'article 1<sup>er</sup> du décret du 24 octobre 2008.

19° services du Gouvernement : les Administrations Générales chargées de la mise en œuvre de la politique du Gouvernement dans la partie du secteur non-marchand qui les concerne au sein du Ministère de la Communauté Française ;

20° source authentique : toute base de données, qui contient des données de références, validées et mises à jour par un gestionnaire qui en est le responsable unique et qui est alimentée par des fournisseurs et mise à disposition de consommateurs, selon une procédure qui respecte notamment les exigences de protection et de sécurisation des données personnelles ;

21° traitement : les opérations et ensembles d'opérations visées à l'article 4.2) du RGPD ;

22° travailleur : la personne physique engagée dans une relation de travail avec un employeur ;

23° tiers : les instances publiques ou privées visées par les finalités poursuivies par le cadastre de l'emploi non-marchand telles que définies à l'article 2 du présent décret.

#### CHAPITRE II. — *Cadastre de l'emploi non-marchand*

**Art. 2.** § 1<sup>er</sup>. Le présent décret s'applique à tout participant au cadastre de l'emploi non-marchand.

Le Gouvernement précise la liste des participants.

Le cadastre de l'emploi non-marchand centralise des données et des données personnelles relatives aux employeurs ainsi qu'aux travailleurs relevant du secteur non-marchand.

§ 2. Les données et les données personnelles reprises dans le cadastre de l'emploi non-marchand sont utilisées par les responsables de traitements de données respectifs et transmises au Gouvernement afin :

1. de développer une vue détaillée de l'ensemble de l'emploi du secteur non-marchand ;

2. de réaliser des analyses statistiques pertinentes en termes d'évaluation dans les matières relevant de la Communauté française concernant la quantité et la qualité des emplois dans le secteur non-marchand ainsi que des conditions de travail et de rémunération dans le secteur non-marchand.

Les données reprises par les Services du Gouvernement compétents pour le secteur de la culture et du sport sont utilisées et transmises au Gouvernement afin de :

1. de mettre à la disposition des employeurs du secteur socioculturel un outil pour la justification des subventions à l'emploi tel que prévu par le décret du 24 octobre 2008 ;

2. d'établir, par employeur, la liste des Equivalents Temps Plein en vue du paiement de la subvention supplémentaire visée par l'article 9, 3° du décret du 24 octobre 2008 ;

3. d'évaluer l'impact d'une modification législative ou réglementaire de façon globale et individuelle, employeur par employeur et d'optimiser la prise de décisions concernant les politiques d'autorisation, d'agrément ou de reconnaissance, de subventionnement et de développement du secteur socioculturel.

Les finalités énoncées à l'alinéa 1<sup>er</sup> du présent article sont réalisées au bénéfice des participants au cadastre de l'emploi non-marchand. L'accès sera octroyé au Comité d'Accompagnement, au vu des missions que le Comité poursuit en application de l'article 12 du présent décret, ainsi qu'au Gouvernement.

**Art. 3.** § 1<sup>er</sup>. Dans le cadre de l'application du présent décret, les traitements de données personnelles suivants sont effectués pour le compte des participants au cadastre de l'emploi non-marchand :

1° fournir des services dans le cadre du subventionnement à l'emploi tel que prévu par le décret du 24 octobre 2008 ;

2° réaliser un inventaire de l'emploi non-marchand en Communauté française ;

§ 2. Le traitement visé à l'article 3, paragraphe 1<sup>er</sup>, 1°, du décret est réalisé afin de permettre :

1° la justification des subventions à l'emploi tel que prévu par le décret du 24 octobre 2008 ;

2° la vérification de l'utilisation des subventions à l'emploi tel que prévu par le décret du 24 octobre 2008.

§ 3. Le traitement visé à l'article 3, paragraphe 1<sup>er</sup>, 2°, est réalisé afin de :

1° piloter et évaluer les mesures en matière d'emploi dans le secteur non-marchand prévues par le présent décret ;

2° réaliser le traitement ultérieur visé à l'article 4, paragraphe 3, du présent décret ;

3° être un point centralisateur des données et des données personnelles entrant dans le périmètre du cadastre de l'emploi non-marchand.

§ 4. Les traitements prévus au paragraphe 1<sup>er</sup> du présent article relèvent de la responsabilité du Ministère qui agit en tant que responsable de traitement au sens de l'article 4.7. du RGPD.

**Art. 4.** § 1<sup>er</sup>. Les données et les données personnelles traitées dans le cadre des traitements visés par le présent Décret peuvent être traitées ultérieurement par le Ministère à des fins de recherche scientifiques, historiques ou à des fins statistiques.

§ 2. Les données et les données personnelles traitées par le Ministère aux fins visées au paragraphe 1<sup>er</sup> sont, avant tout transfert éventuel anonymisées ou, si les objectifs visés par le traitement ne peuvent pas être atteints avec une anonymisation, pseudonymisées.

Les modalités du transfert sont déterminées dans une convention.

§ 3. Les données personnelles traitées dans le cadre des traitements visés par le présent décret peuvent être traitées ultérieurement par des tiers à d'autres fins que celles prévues au paragraphe 1<sup>er</sup> du présent article en application de réglementations nationales en vigueur.

**Art. 5.** § 1<sup>er</sup>. La Direction crée et gère le cadastre de l'emploi non-marchand permettant de rassembler les données collectées relatives aux employeurs et aux travailleurs du secteur non-marchand par les différents Services du Gouvernement et l'Office, de les enregistrer, les conserver et de les traiter.

§ 2. Le Gouvernement précise les données et la durée de conservation des données concernant les employeurs d'une part et les travailleurs d'autre part, dans le respect des paragraphes 3 et 4 du présent article ainsi que de l'article 6 du présent décret pour ce qui concerne les données à caractère personnel, tel que défini à l'article 4, 1°, du RGPD. En ce qui concerne les employeurs, le secteur public et le secteur privé sont différenciés.

§ 3. Dans le cadre des traitements visés par le présent décret, les catégories de données concernant les travailleurs sont les suivantes :

1° les données d'identification et de contact, en ce compris le nom, le prénom, le numéro de registre national, le code postal et la localité du domicile, le date de naissance, le genre ;

2° Les données relatives à la profession et à l'emploi, en ce compris :

a) la relation de travail et le lieu de travail ;

b) la fonction et la qualification du travailleur ;

c) le temps de travail et les prestations du travailleur ;

d) la rémunération du travailleur et le coût salarial incluant les aides à l'emploi éventuelles ou les autres subventions qui couvrent tout ou partie de ce coût.

La récolte du numéro de registre national visé au point 1 du présent paragraphe est nécessaire pour assurer la qualité des données dans la base de données centralisée, et l'accès aux données et aux données personnelles du travailleur aux sources authentiques.

Lorsque la personne physique n'est pas inscrite au Registre national, le responsable de traitement traite le numéro d'identification de la Banque Carrefour de la sécurité sociale.

La récolte de la donnée genre visée au 1° du présent paragraphe est traitée par le responsable de traitement à des fins statistiques.

§ 4. Dans le cadre des traitements visés par le présent décret, les catégories de données concernant les employeurs sont les suivantes :

1° les données d'identification et de contact, en ce compris le nom, le numéro de la Banque Carrefour des Entreprises ou de l'Union Européenne, l'adresse, le code postal et la localité ;

2° les données relatives à la profession et à l'emploi, en ce compris :

1. les données relatives aux informations générales du personnel salarié, éventuel, des employeurs ;

2. les données permettant la prise de contact des personnes responsables et/ou de contact, disposant d'informations nécessaires à la poursuite des finalités du cadastre visées à l'article 2 du présent décret, c'est-à-dire le nom, le prénom, le genre et l'adresse courriel ;

3. les données relatives à la possible affiliation à un secrétariat social.

**Art. 6.** § 1<sup>er</sup>. Les participants ont l'obligation de transmettre les données et les données personnelles nécessaires à l'accomplissement des missions et des traitements de données personnelles prévus par le présent Décret.

Les données visées à l'alinéa 1 peuvent être obtenues :

1° soit auprès des employeurs qui entrent dans le périmètre d'activités de chaque participant ;

2° soit auprès des sources authentiques ;

3° soit auprès d'entités autres que les employeurs dans le cas où celles-ci sont détentrices de ces données.

Les participants doivent prioritairement et autant que possible accéder aux sources authentiques, l'encodage des employeurs ne constituant qu'une méthode subsidiaire.

§ 2. Les employeurs ont l'obligation de transmettre à la Direction, aux Services du Gouvernement et à l'Office les données et les données personnelles nécessaires à l'accomplissement des missions et des traitements de données prévus par le présent Décret.

La Direction, les services du Gouvernement et l'Office mettent les données collectées auprès des sources authentiques à disposition des employeurs.

§ 3. Le Ministère crée et gère, à cette fin, des solutions informatiques sécurisées, permettant la collecte, l'exploitation, la communication, le transfert et le stockage des données et des données personnelles.

Le Gouvernement définit les mesures de sécurité des solutions informatiques visées à l'alinéa 1<sup>er</sup> du présent paragraphe.

Afin d'assurer la gestion administrative des solutions informatiques sécurisées visées à l'alinéa 1<sup>er</sup> du présent paragraphe, le Ministère traite les catégories de données personnelles relatives à l'identification, l'authentification, la prise de contact, la navigation et la traçabilité des utilisateurs des solutions informatiques.

Le Gouvernement précise la liste des données personnelles par catégories de données et par catégories de personnes concernées ainsi que les durées de conservation de celles-ci.

§ 4. Pour chaque traitement visé par le décret, le Gouvernement précise les éléments suivants :

1° la liste des données personnelles par traitement, par finalités, par catégories de données et par catégories de personnes concernées ;

2° les durées de conservation de ces données par traitement ;

3° les modalités de communication vers les personnes concernées ;

4° les limitations éventuelles aux droits de personnes concernées.

§ 5. Le Gouvernement définit les modalités, les délais et la fréquence de la collecte de données et de données personnelles, excepté en ce qui concerne les données à fournir par les employeurs du secteur socioculturel pour la justification des subventions dont les modalités et les délais sont fixés par le décret du 24 octobre 2008 et son arrêté d'application.

La collecte doit se faire à tout le moins une fois par an et porte sur l'année civile précédente.

§ 6. Le Gouvernement définit également les modalités d'obtention des informations relatives à l'emploi dans l'hypothèse où un événement de force majeure empêche la réalisation des finalités du cadastre de l'emploi non-marchand.

§ 7. Afin d'aboutir à un cadastre complet, une amende administrative peut être imposée à l'employeur qui ne remplit pas les obligations fixées par le présent Décret.

L'amende administrative prend cours après 30 jours calendrier, suivant les délais fixés conformément au paragraphe 4, alinéa 1<sup>er</sup>, du présent article et équivaut à un montant de 20 € par jour ouvrable, avec un plafond maximum de 1.000 €. En cas de récidive, le plafond de l'amende est doublé.

Le Gouvernement détermine la procédure et les modalités d'application.

**Art. 7.** L'Office et les Services du Gouvernement transmettent l'ensemble des données qu'ils ont eux-mêmes collectées, en application de ce décret et poursuivant les finalités visées à l'article 2, à la Direction afin d'alimenter le cadastre de l'emploi non-marchand.

**Art. 8.** § 1<sup>er</sup>. Respectivement pour ce qui les concerne, les Services du Gouvernement et l'Office sont chacun responsables de traitement pour la collecte des données visées à l'article 5, paragraphes 3 et 4, du présent décret, nécessaires à l'élaboration du cadastre de l'emploi non-marchand et dans la conservation de celles-ci.

§ 2. En ce qui concerne les données des secteurs relevant des missions de l'Office, les Services du Gouvernement et l'Office sont responsables des traitements visant l'intégration de ces données au sein du cadastre de l'emploi non-marchand.

Les obligations et les responsabilités de chaque partie, entre autres à propos de la qualité des données, sont définies dans un accord de collaboration entre les deux institutions.

**Art. 9.** § 1<sup>er</sup>. Le Gouvernement définit les modalités relatives au respect du RGPD concernant la création du cadastre de l'emploi non-marchand et son utilisation par les Services du Gouvernement, dans le respect des principes suivants :

1. la construction et la gestion (mise à jour, adaptation, débogage, ...) de l'outil informatique, l'établissement du plan de sécurité, de confidentialité et d'intégrité des données à caractère personnel relèvent de la responsabilité de la Direction, en sous-traitance avec l'ETNIC, dans le respect des missions dévolues à cette entreprise publique en application du décret de la Communauté française du 25 octobre 2018 relatif à l'Entreprise publique des Technologies Numériques de l'Information et de la Communication de la Communauté française (ETNIC), et sous le contrôle du Ministère de la Communauté française désigné par le Gouvernement ;

2. la Direction ne transmet à l'Office, aux Services du Gouvernement et aux Ministres compétents que les données non anonymisées ou non pseudonymisées qui sont strictement nécessaires à la poursuite des finalités définies à l'article 2 du présent décret ;

3. La Direction ne transmet aux Services du Gouvernement et aux Ministres compétents que les données agrégées anonymisées ou, à défaut, pseudonymisées qui sont strictement nécessaires à la poursuite des finalités définies à l'article 2 du présent décret ;

4. Le Gouvernement peut prévoir les modalités selon lesquelles ces données peuvent être transmises à des tiers selon les exigences de nécessité, de proportionnalité et de subsidiarité que requiert tout traitement de données, en application du RGPD ;

5. Les Services du Gouvernement limitent au maximum le flux d'informations. A cette fin, ils identifient et tiennent à jour la liste des fonctions ayant accès aux données non anonymisées ou non pseudonymisées.

§ 2. Pour le secteur socioculturel, la Direction met à la disposition des employeurs les données cadastrales qui les concernent directement et qui ont servi de base à toute décision en termes de calcul, de justification et/ou de liquidation de subventions. A cette fin, le Gouvernement précise les mesures de sécurité.

**Art. 10.** § 1<sup>er</sup>. Les données visées à l'article 5, paragraphes 3 et 4, du présent décret, collectées par la Direction sont conservées pendant une période de 10 ans débutant le premier jour du trimestre qui suit celui de la réception des données.

Les données obtenues par les Services du Gouvernement sont conservées pendant une période de 10 ans débutant le premier jour du trimestre qui suit celui de la réception des données.

Les données visées à l'article 5, paragraphes 3 et 4, du présent décret, collectées par l'Office sont conservées par l'Office pendant 10 ans en application de l'article 7/7, c), du décret du 21 février 2019 visant à renforcer la qualité et l'accessibilité de l'accueil de la petite enfance en Communauté française.

§ 2. En cas de recours contre une décision prise sur la base de ces données, celles-ci sont conservées jusqu'à ce qu'une solution amiable ou juridictionnelle soit définitivement trouvée.

### CHAPITRE III. — *Utilisation des données du Cadastre*

**Art. 11.** § 1<sup>er</sup>. La Direction réalise les traitements nécessaires sur les données du Cadastre de l'emploi non-marchand dans le cadre des finalités définies à l'article 2.

Les traitements nécessaires pour rencontrer les finalités visées à l'article 2, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, sont proposés conjointement par la Direction, les Services du Gouvernement et l'Office au Comité d'accompagnement du cadastre de l'emploi non-marchand qui les approuve, et sont ensuite arrêtés par le Gouvernement.

§ 2. La Direction communique un rapport biennuel développant une vue de l'ensemble de l'emploi du secteur non-marchand. Le rapport biennuel couvre les deux années civiles en remontant trois ans en arrière à partir de l'année en cours, permettant de fournir des données mettant en exergue l'évolution de l'emploi dans le secteur. Ce rapport est accompagné des statistiques d'utilisation définies par le comité d'accompagnement.

Ce rapport biennuel est transmis au Gouvernement pour le 30 juin.

### CHAPITRE IV. — *Instance*

**Art. 12.** § 1<sup>er</sup>. Un Comité d'accompagnement est constitué par le Gouvernement.

Il est chargé :

1° de préparer et/ou rendre des avis sur les modalités d'exécution opérationnelle, financière, technique et administrative découlant de la mise en œuvre du Cadastre de l'emploi non-marchand. Il prend dans ce cadre les dispositions qui permettent d'accompagner les processus techniques et les implications transversales des développements et de la mise en œuvre du cadastre ;

2° de préparer et/ou rendre des avis sur les dispositions de programmation, d'exécution ou d'adaptation nécessitant une concertation entre les parties concernées par le cadastre de l'emploi non-marchand. Il veille en particulier au maintien des orientations prises par le décret et par ses arrêtés d'application ainsi qu'à la prise de décisions adaptatives rendues nécessaires par la survenance d'événements imprévus ;

3° de remettre un avis sur le rapport d'évaluation.

§ 2. La composition du Comité d'accompagnement et son mode de fonctionnement sont arrêtés par le Gouvernement sur proposition du (de la) Ministre-Président(e).

Le Comité d'accompagnement est présidé par le Ministre-Président ou son représentant.

Il est composé :

1° Du Secrétaire général ou son représentant ;

2° De deux représentants de la Direction ou leurs suppléants ;

3° De deux représentants de l'Office ou leurs suppléants ;

4° De deux représentants par Services du Gouvernement responsables des secteurs d'activités concernés par le cadastre de l'emploi non-marchand ou leurs suppléants ;

5° De deux représentants de l'ETNIC ou leurs suppléants ;

6° D'un représentant du Ministre-Président en charge du Cadastre de l'emploi non-marchand ou son suppléant ;

7° D'un représentant du Ministre du Budget et d'un représentant de chaque ministre dont la tutelle s'exerce sur les matières concernées par le Cadastre de l'emploi non-marchand ou leurs suppléants ;

8° De huit représentants des partenaires sociaux du non-marchand répartis paritairement entre organisations représentatives des employeurs et des travailleurs ou leurs suppléants.

Il peut associer des experts à ses travaux.

§ 3. Le Comité d'accompagnement se réunit sur convocation de son Président et au moins une fois par an. La Direction en assure le secrétariat.

#### CHAPITRE V. — *Evaluation*

**Art. 13.** § 1<sup>er</sup>. La Direction réalise une évaluation du présent décret tous les 4 ans en concertation avec l'Office et les Services du Gouvernement.

§ 2. Le contenu de l'évaluation portera a minima :

1. Sur l'impact des règles régissant le cadastre de l'emploi non-marchand en termes de simplification administrative en interne et dans ses relations avec les tiers ;

2. Sur les traitements réalisés sur l'ensemble des données entrant dans le périmètre du cadastre de l'emploi non-marchand dans le cadre de l'application du présent décret ;

3. Sur la qualité et la quantité des données de gestion et des informations statistiques disponibles ;

4. Sur les moyens administratifs et techniques en interne de la Direction et en externe, que ce soit avec l'Office, les Services du Gouvernement ou avec les employeurs du non-marchand, réservés à l'établissement du cadastre de l'emploi non-marchand et de l'utilisation de l'ensemble des données entrant dans son périmètre ;

5. Sur les perspectives de développement du processus du cadastre de l'emploi non-marchand, tant au sein de la Communauté française qu'avec les autres entités fédérales et fédérées concernées.

Le Gouvernement arrête la procédure d'évaluation. Le Gouvernement peut décider d'une diffusion plus large du rapport.

#### CHAPITRE VI. — *Dispositions modificatives, dispositions abrogatoires et entrée en vigueur*

**Art. 14.** § 1. A l'article 68, § 1<sup>ier</sup>, du décret de la Communauté française du 26 mars 2009 fixant les conditions d'agrément et d'octroi de subventions aux organisations de jeunesse, les mots « décret du 19 octobre 2007 relatif à l'instauration d'un cadastre de l'emploi non-marchand en Communauté française » sont remplacés par « décret de la Communauté française du 18 avril 2024 relatif au cadastre de l'emploi non-marchand en Communauté française ».

§ 2 L'article 68, § 2, du décret du 26 mars 2009 précité est supprimé.

**Art. 15.** L'article 149, § 3, du décret du 18 janvier 2018 portant le Code de la prévention, de l'Aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse, est modifié comme suit :

« § 3. Le Gouvernement détermine, s'il échet, la nature des données provenant du cadastre de l'emploi tel que défini par le décret de la Communauté française du 18 avril 2024 relatif au cadastre de l'emploi non-marchand en Communauté française, et qui sont transmises à l'administration compétente en vue de la fixation des frais de personnel. »

**Art. 16.** L'article 18bis du décret de la Communauté française du 13 juillet 1994 relatif au théâtre pour l'enfance et la jeunesse, est modifié comme suit :

« Article 18bis. - Le Gouvernement détermine s'il échet, en ce qui concerne les données relatives à l'emploi, tant pour l'agrément que pour les subventions, les éléments provenant du cadastre de l'emploi du secteur non-marchand tel que défini par le décret de la Communauté française du 18 avril 2024 relatif au cadastre de l'emploi non-marchand en Communauté française »

**Art. 17.** L'article 49, alinéa 6, du décret de la Communauté française du 20 juillet 2000 déterminant les conditions d'agrément et de subventionnement des maisons de jeunes, centres de rencontres et d'hébergement et centres d'information des jeunes et leurs fédérations, est modifié comme suit :

« Le Gouvernement détermine s'il échet, en ce qui concerne les charges éligibles, les éléments provenant du cadastre de l'emploi du secteur non-marchand tel que défini par le décret de la Communauté française du 18 avril 2024 relatif au cadastre de l'emploi non-marchand en Communauté française ».

**Art. 18.** L'article 11bis du décret de la Communauté française du 17 juillet 2002 relatif à la reconnaissance et au subventionnement des musées et autres institutions muséales, est modifié comme suit :

« Article 11bis. - Le Gouvernement détermine s'il échet, et pour autant que les conditions de subvention soient liées à la qualité de l'emploi, les éléments provenant du cadastre de l'emploi créé au sein du Secrétariat général tel que défini par le décret de la Communauté française du 18 avril 2024 relatif au cadastre de l'emploi non-marchand en Communauté française ».

**Art. 19.** L'article 12, alinéa 3, du décret de la Communauté française du 27 février 2003 organisant la reconnaissance et le subventionnement des centres sportifs locaux et des centres sportifs locaux intégrés, est modifié comme suit :

« Le Gouvernement détermine s'il échet, en ce qui concerne les conditions de subvention liées à l'emploi, les éléments provenant du cadastre de l'emploi créé au sein du Secrétariat général tel que défini par le décret de la Communauté française du 18 avril 2024 relatif au cadastre de l'emploi non-marchand en Communauté française »

**Art. 20.** L'article 40 du décret-cadre de la Communauté française du 10 avril 2003 relatif à la reconnaissance et au subventionnement du secteur professionnel des arts de la scène, est modifié comme suit :

« Article 40 - Le Gouvernement détermine s'il échet, par domaine et par types d'activités requérant des données en termes d'emploi, les éléments provenant du cadastre de l'emploi créé au sein du Secrétariat général tel que défini par le décret de la Communauté française du 18 avril 2024 relatif au cadastre de l'emploi non-marchand en Communauté française ».

**Art. 21.** § 1<sup>er</sup> Dans l'article 7, 2<sup>o</sup>, du décret du 24 octobre 2008 déterminant les conditions de subventionnement de l'emploi dans les secteurs socioculturels de la Communauté française, les mots « du décret du 19 octobre 2007 relatif à l'instauration d'un cadastre de l'emploi non-marchand en Communauté française » sont remplacés par les mots « du décret de la Communauté française du 18 avril 2024 relatif au cadastre de l'emploi non-marchand en Communauté française ».

§ 2. Le troisième paragraphe de l'article 23 dudit décret du 24 octobre 2008 précité est supprimé.

**Art. 22.** L'article 16, alinéa 3, du décret de la Communauté française du 31 mars 2004 relatif à l'adoption, est modifié comme suit :

« Le Gouvernement détermine s'il échet, en ce qui concerne les données relatives aux frais de personnel, les éléments provenant du cadastre de l'emploi créé au sein du Secrétariat général tel que défini par le décret de la Communauté française du 18 avril 2024 relatif au cadastre de l'emploi non-marchand en Communauté française ».

**Art. 23.** § 1<sup>er</sup> L'article 4, alinéa 3, du décret de la Communauté française du 13 juillet 1994 portant agrément et subvention des centres d'archives privées en Communauté française de Belgique, est modifié comme suit :

« Le Gouvernement détermine s'il échet, en ce qui concerne la subvention de traitement, les éléments provenant du cadastre de l'emploi créé au sein du Secrétariat général tel que défini par le décret de la Communauté française du 18 avril 2024 relatif au cadastre de l'emploi non-marchand en Communauté française ».

§ 2. L'article 4, alinéa 5, du décret de la Communauté française du 12 mai 2004 relatif aux centres d'archives privées en Communauté française, non encore entré en vigueur, est à modifier comme suit :

« Le Gouvernement détermine s'il échet, en ce qui concerne la subvention de traitement, les éléments provenant du cadastre de l'emploi créé au sein du Secrétariat général tel que défini par le décret de la Communauté française du 18 avril 2024 relatif au cadastre de l'emploi non-marchand en Communauté française ».

**Art. 24.** Dans l'article 34§ 1, alinéa 3, et à dans l'article 37§ 1, alinéa 2, du décret de la Communauté française du 3 mai 2019 sur le mouvement sportif organisé en Communauté française, les mots « décret du 19 octobre 2007 instaurant un cadastre de l'emploi non-marchand en Communauté française » sont remplacés par les mots « décret de la Communauté française du 18 avril 2024 relatif au cadastre de l'emploi non-marchand en Communauté française ».

**Art. 25.** L'article 10, alinéa 3, décret de la Communauté française du 30 mars 2007 organisant la reconnaissance et le subventionnement d'une association de fédérations sportives, de fédérations sportives de loisirs et d'associations sportives francophones, est modifié comme suit :

« Le Gouvernement détermine, en ce qui concerne les informations relatives à l'emploi, les éléments provenant du cadastre de l'emploi créé au sein du Secrétariat général tel que défini par le décret de la Communauté française du 18 avril 2024 relatif au cadastre de l'emploi non-marchand en Communauté française ».

**Art. 26.** L'article 3§ 1, alinéa 3, du décret du 2 juillet 2007 visant le subventionnement de la formation des jeunes footballeurs, est modifié comme suit :

« Le Gouvernement détermine, en ce qui concerne les informations relatives à l'emploi, les éléments provenant du cadastre de l'emploi créé au sein du Secrétariat général tel que défini par le décret de la Communauté française du 18 avril 2024 relatif au cadastre de l'emploi non-marchand en Communauté française. »

**Art. 27.** L'article 5, alinéa 3, du décret du 12 mai 2004 relatif à l'agrément et au subventionnement de services d'accueil téléphonique des enfants, est modifié comme suit :

« Le Gouvernement détermine, en ce qui concerne les informations relatives à l'emploi, les éléments provenant du cadastre de l'emploi créé au sein du Secrétariat général tel que défini par le décret de la Communauté française du 18 avril 2024 relatif au cadastre de l'emploi non-marchand en Communauté française ».

**Art. 28.** L'article 15<sup>ter</sup> du décret de la Communauté française du 17 mai 1999 relatif aux centres de vacances est supprimé.

**Art. 29.** Dans l'article 29, § 1, du décret de la Communauté française du 14 mars 2019 relatif à la promotion de la santé à l'école et dans l'enseignement supérieur hors universités, la phrase « Moyennant l'accord du Gouvernement, l'O.N.E. peut utiliser les données relatives à l'emploi provenant du cadastre de l'emploi créé au sein du Secrétariat Général tel que défini par le décret de la Communauté française du 19 octobre 2007 relatif à l'instauration d'un cadastre de l'emploi non-marchand en Communauté française. » est supprimée.

**Art. 30.** § 1. A l'article 33 du décret de la Communauté française du 3 juillet 2003 relatif à la coordination de l'accueil des enfants durant leur temps libre et au soutien de l'accueil extrascolaire, l'alinéa 2 est supprimé.

§ 2. A l'article 34 du même décret, l'alinéa 2 est supprimé.

§ 3. A l'article 35, § 1<sup>er</sup>, du même décret, l'alinéa 2 est supprimé.

**Art. 31.** § 1. L'article 18bis du décret de la Communauté française du 28 avril 2004 relatif à la reconnaissance et au soutien des écoles de devoirs, est supprimé.

§ 2. L'article 21bis du décret de la Communauté française du 28 avril 2004 précité, est modifié comme suit :

« Article 21bis - Le Gouvernement détermine s'il échet, en ce qui concerne les données relatives à l'emploi, les éléments provenant du cadastre de l'emploi créé au sein du Secrétariat général tel que défini par le décret de la Communauté française du 18 avril 2024 relatif au cadastre de l'emploi non-marchand en Communauté française ».

**Art. 32.** A l'article 13 du décret de la Communauté française du 12 mai 2004 relatif à l'Aide aux enfants victimes de maltraitance, le paragraphe 4 est supprimé.

**Art. 33.** A l'article 5 du décret de la Communauté française du 17 juillet 2002 portant réforme de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, en abrégé O.N.E., l'alinéa 2 est supprimé.

**Art. 34.** A l'article 7/5, § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, 4ème tiret, du décret de la Communauté française du 21 février 2019 visant à renforcer la qualité et l'accessibilité de l'accueil de la petite enfance en Communauté française, les mots « par le décret du 19 octobre 2007 relatif à l'instauration d'un cadastre de l'emploi non-marchand en Communauté française » sont remplacés par les mots « par le décret de la Communauté française du 18 avril 2024 relatif au cadastre de l'emploi non-marchand en Communauté française ».

**Art. 35.** Le décret de la Communauté française du 19 octobre 2007 relatif à l'instauration d'un cadastre de l'emploi non-marchand en Communauté française est abrogé.

Le présent décret entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 18 avril 2024.

Le Ministre-Président, en charge des Relations internationales,  
des Sports et de l'Enseignement de Promotion sociale,  
P.-Y. JEHOLET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, de la Fonction publique,  
de l'Egalité des Chances et de la Tutelle sur Wallonie-Bruxelles Enseignement,  
F. DAERDEN

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enfance, de la Santé, de la Culture, des Médias et des Droits des Femmes,  
B. LINARD

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, des Hôpitaux universitaires,  
de l'Aide à la Jeunesse, des Maisons de Justice, de la Jeunesse et de la Promotion de Bruxelles,  
F. BERTIEAUX

La Ministre de l'Education,  
C. DESIR

—  
Note

(1) *Session 2023-2024*

Documents du Parlement. – Projet de décret, n° 689-1 - Texte adopté en séance plénière, n° 689-2  
Compte rendu intégral. – Discussion et adoption. - Séance du 17 avril 2024.

—————  
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C - 2024/005645]

**18 APRIL 2024. — Decreet betreffende de geïnformatiseerde  
databank voor tewerkstelling in de non-profitsector in de Franse Gemeenschap (1)**

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Definities*

**Artikel 1.** In de zin van dit decreet wordt verstaan onder :

1° geïnformatiseerde databank voor tewerkstelling in de non-profitsector : de databank met betrekking tot de tewerkstelling in de non-profitsector in de Franse Gemeenschap, die in een geïnformatiseerde databank alle betrekkingen en hun kenmerken opsomt, ongeacht de arbeidsverhouding, in de activiteiten bedoeld in 2° voor een periode gelijk aan of groter dan twaalf maanden;

2° decreet van 24 oktober 2008 : het decreet van 24 oktober 2008 tot bepaling van de voorwaarden voor de subsidiëring van de tewerkstelling in de socioculturele sectoren van de Franse Gemeenschap;

3° directie : de dienst die door de Regering gemachtigd is om de geïnformatiseerde databank voor tewerkstelling in de non-profitsector te ontwikkelen en te beheren, opgericht binnen het Ministerie van de Franse Gemeenschap, zoals bepaald in dit decreet;

4° gegevens : gegevens die geen persoonsgegevens zijn in de zin van artikel 1, 7° van dit decreet;

5° geanonimiseerde gegevens : gegevens die niet langer persoonsgegevens zijn in zoverre de betrokkene niet of niet langer identificeerbaar is, en dit op een onomkeerbare manier ;

6° persoonsgegevens : de persoonsgegevens in de zin van artikel 4.1) van de AVG ;

7° gepseudonimiseerde gegevens : persoonsgegevens die zodanig worden verwerkt dat ze niet meer aan een specifieke betrokkene kunnen worden toegewezen zonder aanvullende informatie, mits deze informatie apart wordt bewaard en onderworpen is aan technische en organisatorische maatregelen om ervoor te zorgen dat de persoonsgegevens niet aan een geïdentificeerde of identificeerbare natuurlijke persoon worden toegewezen;

8° werkgever: natuurlijke personen die een beroepsactiviteit als zelfstandige uitoefenen of privaatrechtelijke rechtspersonen, of feitelijke verenigingen in de non-profitsector;

9° entiteit : elke organisatie of structuur, hetzij een rechtspersoon, een openbare instelling, een vereniging of elke andere wettelijk erkende entiteit, met inbegrip van sociale secretariaten, die werkzaam is in de non-profitsector overeenkomstig de activiteiten bedoeld in 2° ;

10° ETNIC : het Overheidsbedrijf voor Digitale Informatie- en Communicatietechnologieën, georganiseerd door het decreet van 25 oktober 2018 betreffende het Overheidsbedrijf voor Digitale Informatie- en Communicatietechnologieën van de Franse Gemeenschap ("ETNIC") ;

11° Ministerie : Ministerie van de Franse Gemeenschap;

12° bevoegde ministers: de minister(s) die verantwoordelijk is/zijn voor de geïnformatiseerde databank voor tewerkstelling in de non-profit sector ;

13° Dienst : de instelling van openbaar nut met rechtspersoonlijkheid overeenkomstig het decreet van 17 juli 2002 houdende hervorming van de "Office de la Naissance et de l'Enfance", afgekort "O.N.E.", hierna "de Dienst" genoemd;

14° deelnemer : elke openbare overheid van de Franse Gemeenschap, geïdentificeerd door de Regering van de Franse Gemeenschap, die optreedt als leverancier of als consument van gegevens in de geïnformatiseerde databank voor tewerkstelling in de non-profit sector;

15° arbeidsverhouding: de verhouding tussen een werkgever en een werknemer, zoals bepaald in dit artikel, die wordt gekenmerkt door de ondergeschiktheid van de werknemer aan het gezag van de werkgever en de eventuele beloning van de werknemer voor bewezen diensten ;

16° AVG : Verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG (algemene verordening gegevensbescherming);

17° non-profitsector : activiteiten in de sociale, gezondheids-, sport-, culturele en audiovisuele sector, met uitzondering van het onderwijs, die toegestaan, aangegeven, goedgekeurd, erkend, gecontroleerd en/of gesubsidieerd en/of georganiseerd worden door de Franse Gemeenschap;

18° socio-culturele sector: de sector die alle activiteiten omvat, zoals bepaald in artikel 1 van het decreet van 24 oktober 2008.

19° diensten van de Regering : de Algemene Besturen die verantwoordelijk zijn voor de uitvoering van het regeringsbeleid in het deel van de non-profitsector dat hen aangaat binnen het Ministerie van de Franse Gemeenschap ;

20° authentieke bron : elke databank met referentiegegevens, gevalideerd en bijgewerkt door een beheerder die er als enige verantwoordelijk voor is, en die door leveranciers wordt geleverd en aan consumenten beschikbaar wordt gesteld volgens een procedure die voldoet aan de vereisten voor de bescherming en beveiliging van persoonsgegevens;

21° verwerking : de bewerkingen en een geheel van bewerkingen bedoeld in artikel 4.2) van de AVG;

22° werknemer: een natuurlijke persoon die een arbeidsverhouding heeft met een werkgever;

23° derden: de openbare of privé-instellingen die vallen onder de doelstellingen die worden nagestreefd door de databank voor tewerkstelling in de non-profitsector, zoals bepaald in artikel 2 van dit decreet.

#### HOOFDSTUK II. — *Geïnformatiseerde databank voor tewerkstelling in de non-profit sector*

**Art. 2.** § 1. Dit decreet is van toepassing op alle deelnemers aan de geïnformatiseerde databank voor tewerkstelling in de non-profitsector.

De regering bepaalt de lijst van de deelnemers.

De geïnformatiseerde databank voor tewerkstelling in de non-profitsector centraliseert gegevens en persoonsgegevens met betrekking tot werkgevers en werknemers van de non-profitsector.

§ 2. De gegevens en persoonsgegevens in de databank voor tewerkstelling in de non-profitsector worden gebruikt door de respectieve verwerkingsverantwoordelijken en doorgegeven aan de regering om :

1. een gedetailleerd overzicht te ontwikkelen van het geheel van de tewerkstelling in de non-profitsector;

2. relevante statistische analyses uit te voeren op het vlak van evaluatie in aangelegenheden die tot de bevoegdheid behoren van de Franse Gemeenschap betreffende de kwantiteit en de kwaliteit van de tewerkstellingen in de non-profitsector, evenals de arbeidsvoorwaarden en de lonen in de non-profitsector.

De gegevens die worden verzameld door de diensten van de Regering die verantwoordelijk zijn voor de cultuur- en sportsector, worden gebruikt en doorgegeven aan de Regering om :

1. werkgevers in de socio-culturele sector een instrument te verschaffen om tewerkstellingssubsidies te rechtvaardigen, zoals voorzien in het decreet van 24 oktober 2008;

2. voor elke werkgever een lijst van voltijdse equivalenten op te stellen met het oog op de betaling van de aanvullende subsidie bedoeld in artikel 9, 3° van het decreet van 24 oktober 2008;

3. de impact van een verandering in de wet- of regelgeving op globale en individuele basis, werkgever per werkgever, te beoordelen en de besluitvorming over het beleid voor toelating, goedkeuring of erkenning, subsidiëring en ontwikkeling van de socio-culturele sector te optimaliseren.

De doelstellingen vermeld in het eerste lid worden uitgevoerd ten behoeve van de deelnemers aan de databank voor tewerkstelling in de non-profitsector. Toegang zal worden verleend aan het Begeleidingscomité, met het oog op de opdrachten die het Comité uitvoert overeenkomstig artikel 12 van dit decreet, alsook aan de Regering.

**Art. 3.** § 1. In het kader van de toepassing van dit decreet worden de volgende persoonsgegevens verwerkt ten behoeve van deelnemers aan de geïnformatiseerde databank voor tewerkstelling in de non-profitsector :

1° diensten verlenen in het kader van de tewerkstellingssubsidiëring, zoals voorzien in het decreet van 24 oktober 2008;



2° een inventaris opmaken van de tewerkstelling in de non-profitsector in de Franse Gemeenschap ;

§ 2. De verwerking bedoeld in artikel 3, paragraaf 1, 1°, van het decreet wordt uitgevoerd voor :

1° de rechtvaardiging van werkgelegenheidssubsidies, zoals bepaald in het decreet van 24 oktober 2008;

2° controle op het gebruik van werkgelegenheidssubsidies, zoals bepaald in het decreet van 24 oktober 2008.

§ 3. De verwerking bedoeld in artikel 3, paragraaf 1, 2° wordt uitgevoerd om :

1° de werkgelegenheidsmaatregelen te sturen en te evalueren in de non-profitsector waarin dit decreet voorziet;

2° de verdere verwerking uit te voeren waarnaar wordt verwezen in artikel 4, paragraaf 3, van dit decreet ;

3° een centraal punt te zijn voor gegevens en persoonsgegevens in het kader van de databank voor tewerkstelling in de non-profitsector.

§ 4. De verwerkingen bedoeld in paragraaf 1 van dit artikel, vallen onder de verantwoordelijkheid van het ministerie, dat optreedt als verwerkingsverantwoordelijke in de zin van artikel 4.7. van de AVG.

**Art. 4.** § 1. De gegevens en persoonsgegevens die worden verwerkt in het kader van de verwerkingen bedoeld in dit decreet, mogen door het ministerie later worden verwerkt voor wetenschappelijke, historische of statistische onderzoeksdoeleinden.

§ 2. De gegevens en persoonsgegevens die door het ministerie voor de doeleinden bedoeld in paragraaf 1 worden verwerkt, worden vóór elke overdracht geanonimiseerd of, indien de doelstellingen van de verwerking niet door anonimisering kunnen worden bereikt, gepseudonimiseerd.

De voorwaarden van de overdracht worden vastgelegd in een overeenkomst.

§ 3. Persoonsgegevens die worden verwerkt in het kader van verwerkingen bedoeld in dit decreet, mogen door derden later worden verwerkt voor andere doeleinden dan die welke in paragraaf 1 van dit artikel worden voorzien, overeenkomstig de geldende nationale regelgeving.

**Art. 5.** § 1. De Directie creëert en beheert de geïnformatiseerde databank voor tewerkstelling in de non-profitsector, waarmee de gegevens over werkgevers en werknemers in de non-profitsector die door de verschillende diensten van de Regering en de Dienst worden verzameld, geregistreerd, opgeslagen en verwerkt kunnen worden.

§ 2. De Regering bepaalt de gegevens en de periode gedurende dewelke gegevens over werkgevers enerzijds en werknemers anderzijds moeten worden bewaard, met inachtneming van de paragrafen 3 en 4 van dit artikel en artikel 6 van dit decreet wat betreft persoonsgegevens, zoals bepaald in artikel 4, 1°, van de AVG. Wat werkgevers betreft, is er een onderscheid tussen de openbare sector en de privésector.

§ 3. In het kader van de verwerkingen bedoeld in dit decreet, volgen hierna de categorieën van gegevens over werknemers :

1° identificatie- en contactgegevens, waaronder de naam, de voornaam, het rijksregisternummer, de postcode en de woonplaats, de geboortedatum, het geslacht;

2° Beroeps- en werkgelegenheidsgegevens, waaronder :

a) de arbeidsrelatie en de werkplaats ;

b) de functie en kwalificaties van de werknemer ;

c) de arbeidstijd en de prestaties van de werknemer ;

d) het loon en de loonkosten van de werknemer, inclusief eventuele werkgelegenheidssubsidies of andere subsidies die deze kosten geheel of gedeeltelijk dekken.

Het verzamelen van het rijksregisternummer bedoeld in punt 1 van deze paragraaf is noodzakelijk om de kwaliteit van de gegevens in de gecentraliseerde gegevensbank en de toegang tot de gegevens en tot de persoonsgegevens van de werknemer uit authentieke bronnen te waarborgen.

Als de natuurlijke persoon niet geregistreerd is in het Rijksregister, verwerkt de verwerkingsverantwoordelijke het identificatienummer van de Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid.

Het verzamelen van genderspecifieke gegevens bedoeld in 1° van deze paragraaf wordt door de verwerkingsverantwoordelijke verwerkt voor statistische doeleinden.

§ 4. In het kader van de verwerkingen bedoeld in dit decreet, zijn de categorieën van gegevens over werkgevers de volgende:

1° identificatie- en contactgegevens, waaronder de naam, het nummer van de Kruispuntbank van Ondernemingen of van de Europese Unie, het adres, de postcode en de woonplaats;

2° beroeps- en werkgelegenheidsgegevens, waaronder :

1. gegevens met betrekking tot de algemene informatie van werknemers, indien van toepassing, en werkgevers ;

2. gegevens die het mogelijk maken contact op te nemen met de verantwoordelijke personen en/of contactpersonen die beschikken over informatie die nodig is voor de geïnformatiseerde databank bedoeld in artikel 2 van dit decreet, d.w.z. De naam, de voornaam, het geslacht en het e-mailadres;

3. gegevens over een eventueel lidmaatschap van een sociaal secretariaat.

**Art. 6.** § 1. Deelnemers zijn verplicht om de gegevens en persoonsgegevens door te geven die nodig zijn voor het uitvoeren van de opdrachten en het verwerken van persoonsgegevens bedoeld in dit decreet.

De gegevens bedoeld in het eerste lid kunnen worden verkregen :

1° ofwel van de werkgevers die binnen het bereik van de activiteiten van elke deelnemer vallen;

2° of uit authentieke bronnen ;

3° of van andere entiteiten dan werkgevers als zij over de gegevens beschikken.

Deelnemers moeten zoveel mogelijk prioriteit geven aan het raadplegen van authentieke bronnen, waarbij het coderen van werkgevers slechts een subsidiaire methode is.

§ 2. Werkgevers zijn verplicht om aan de Directie, de diensten van de Regering en de Dienst de gegevens en persoonsgegevens door te geven die nodig zijn voor het uitvoeren van de opdrachten en gegevensverwerking bedoeld in dit decreet.

De Directie, de diensten van de Regering en de Dienst stellen de verzamelde gegevens uit authentieke bronnen beschikbaar aan werkgevers.

§ 3. Hiertoe creëert en beheert het ministerie veilige IT-oplossingen voor het verzamelen, gebruiken, communiceren, overdragen en opslaan van gegevens en persoonsgegevens.

De regering stelt de beveiligingsmaatregelen vast voor de IT-oplossingen bedoeld in het eerste lid van deze paragraaf.

Met het oog op het administratieve beheer van de beveiligde IT-oplossingen bedoeld in het eerste lid van deze paragraaf verwerkt het ministerie de categorieën persoonsgegevens met betrekking tot de identificatie, authenticatie, contactopname, browsen en het volgen van gebruikers van de IT-oplossingen.

De regering specificeert de lijst van persoonsgegevens per gegevenscategorie en per categorie van betrokkenen, evenals de bewaartermijnen van de gegevens.

§ 4. Voor elke verwerking bedoeld in dit decreet zal de regering de volgende elementen specificeren :

1° de lijst van persoonsgegevens per verwerking, per doel, per gegevenscategorie en per categorie van betrokkenen;

2° de tijdsduur dat de gegevens voor elke verwerking worden bewaard;

3° de nadere regels om met de betrokken personen te communiceren;

4° eventuele beperkingen van de rechten van betrokkenen.

§ 5. De regering bepaalt de procedures, termijnen en frequentie van het verzamelen van gegevens en persoonsgegevens, met uitzondering van de gegevens die werkgevers in de sociol-culturele sector moeten verstrekken om subsidies te rechtvaardigen, waarvoor de procedures en termijnen zijn vastgelegd in het decreet van 24 oktober 2008 en het uitvoeringsbesluit daarvan.

De verzameling moet minstens één keer per jaar plaatsvinden en betrekking hebben op het vorige kalenderjaar.

§ 6. De regering legt ook de procedures vast voor het verkrijgen van informatie over tewerkstelling in het geval dat een geval van overmacht de verwezenlijking van de doelstellingen van de geïnformatiseerde databank voor tewerkstelling in de non-profit sector verhindert.

§ 7. Met het oog op een volledige geïnformatiseerde databank kan een administratieve boete worden opgelegd aan elke werkgever die niet voldoet aan de verplichtingen die in dit decreet zijn vastgelegd.

De administratieve boete wordt van kracht na 30 kalenderdagen, volgend op de termijnen die zijn vastgesteld in overeenstemming met paragraaf 4, eerste lid, van dit artikel en is gelijk aan een bedrag van 20 euro per werkdag, met een maximum van 1.000 euro. Bij recidive wordt de maximumboete verdubbeld.

De Regering bepaalt de procedure en de nadere regels van toepassing.

**Art. 7.** De Dienst en de diensten van de Regering geven alle gegevens die ze zelf hebben verzameld, overeenkomstig dit decreet en voor de doeleinden bedoeld in artikel 2, door aan de Directie om de geïnformatiseerde databank voor tewerkstelling in de non-profit sector te vervullen.

**Art. 8.** § 1. Respectievelijk wat hen betreft, zijn de diensten van de Regering en de Dienst elk verantwoordelijk voor de verwerking voor de gegevensverzameling bedoeld in artikel 5, paragrafen 3 en 4, van dit decreet, die nodig zijn voor het opstellen van de geïnformatiseerde databank voor tewerkstelling in de non-profit sector en voor de bewaring ervan.

§ 2. Wat betreft de gegevens van sectoren die onder de bevoegdheid van de Dienst ressorteren, zijn de diensten van de Regering en de Dienst verantwoordelijk voor de verwerking van de gegevens om deze in de geïnformatiseerde databank voor tewerkstelling in de non-profit sector te integreren.

De verplichtingen en verantwoordelijkheden van elke partij, onder andere wat betreft de gegevenskwaliteit, worden vastgelegd in een samenwerkingsovereenkomst tussen de twee instellingen.

**Art. 9.** § 1. De Regering stelt de nadere regels vast voor de naleving van de AVG met betrekking tot het opstellen van de geïnformatiseerde databank voor tewerkstelling in de non-profit sector en het gebruik ervan door de diensten van de Regering, overeenkomstig de volgende principes :

1. het bouwen en beheren (bijwerken, aanpassen, debuggen, enz) van de IT-middel, en het opstellen van het beveiligings-, vertrouwelijkheids- en volledigheidsplan voor persoonsgegevens vallen onder de verantwoordelijkheid van de Directie, in onderaanneming van ETNIC, in overeenstemming met de opdrachten die aan dit overheidsbedrijf zijn toevertrouwd overeenkomstig het decreet van de Franse Gemeenschap van 25 oktober 2018 betreffende het Overheidsbedrijf voor Digitale Informatie- en Communicatietechnologieën van de Franse Gemeenschap ("ETNIC"), en onder toezicht van het Ministerie van de Franse Gemeenschap dat door de Regering is aangesteld;

2. de Directie geeft alleen niet-geanonimiseerde of niet-gepseudonimiseerde gegevens door aan de Dienst, de diensten van de Regering en de bevoegde ministers die strikt noodzakelijk zijn voor de doeleinden bepaald in artikel 2 van dit decreet;

3. De Directie geeft alleen geanonimiseerde of, bij gebrek daaraan, gepseudonimiseerde geaggregeerde gegevens door die strikt noodzakelijk zijn voor het nastreven van de doeleinden bepaald in artikel 2 van dit decreet aan de diensten van de regering en de bevoegde ministers;

4. De regering kan de nadere regels vaststellen waaronder deze gegevens aan derden kunnen worden doorgegeven, in overeenstemming met de vereisten van noodzakelijkheid, proportionaliteit en subsidiariteit die elke gegevensverwerking vereist, overeenkomstig de AVG;

5. De diensten van de regering beperken de informatiestromen tot een maximum. Hiertoe identificeren en actualiseren zij de lijst van de functies die toegang hebben tot niet-geanonimiseerde of niet-gepseudonimiseerde gegevens.

§ 2. Voor de socio-culturele sector stelt de Directie ter beschikking van de werkgevers de kadastrale gegevens die hen rechtstreeks aangaan en die als basis hebben gediend voor elke beslissing met betrekking tot het berekenen, rechtvaardigen en/of uitbetalen van subsidies. Daarom bepaalt de regering veiligheidsmaatregelen.

**Art. 10.** § 1. De gegevens bedoeld in artikel 5, paragrafen 3 en 4, van dit decreet die door de Directie worden verzameld, worden bewaard gedurende een periode van tien jaar die ingaat op de eerste dag van het kwartaal dat volgt op het kwartaal waarin de gegevens zijn ontvangen.

De gegevens die door de diensten van de Regering worden verkregen, worden 10 jaar bewaard, vanaf de eerste dag van het kwartaal volgend op dat waarin de gegevens zijn ontvangen.

De gegevens bedoeld in artikel 5, paragrafen 3 en 4, van dit decreet, verzameld door de Dienst, worden door de Dienst gedurende 10 jaar bewaard overeenkomstig artikel 7/7, c), van het decreet van 21 februari 2019 betreffende de versteviging van de kwaliteit en de toegankelijkheid van de opvang van jonge kinderen in de Franse Gemeenschap.

§ 2. In het geval van een beroep tegen een beslissing die op basis van deze gegevens wordt genomen, worden deze gegevens bewaard totdat er een minnelijke of rechterlijke oplossing definitief is gevonden.

#### HOOFDSTUK III. — *Gebruik van gegevens van de geïnformatiseerde databank*

**Art. 11.** § 1. De Directie voert de noodzakelijke verwerking van gegevens van de geïnformatiseerde databank voor tewerkstelling in de non-profit sector in het kader van de doeleinden bepaald in artikel 2.

De verwerkingen die nodig zijn voor de doeleinden bedoeld in artikel 2, § 2, eerste lid, worden gezamenlijk door de Directie, de diensten van de Regering en de Dienst voorgesteld aan het Begeleidingscomité van de geïnformatiseerde databank voor tewerkstelling in de non-profit sector, dat ze goedkeurt, en worden vervolgens vastgesteld door de Regering.

§ 2. De Directie deelt een tweejaarlijks verslag met een overzicht van de werkgelegenheid in de non-profitsector mee. Het tweejaarlijkse verslag bestrijkt twee kalenderjaren en gaat drie jaar terug vanaf het lopende jaar, om gegevens te verstrekken die de evolutie van de werkgelegenheid in de sector naar voren brengen. Dit verslag gaat vergezeld van gebruiksstatistiek die door het begeleidingscomité worden bepaald.

Dit tweejaarlijkse verslag wordt voor 30 juni bij de regering ingediend.

#### HOOFDSTUK IV. — *Instantie*

**Art. 12.** § 1. Er wordt een Begeleidingscomité opgericht door de Regering.

Het is belast met :

1° het opstellen en/of uitbrengen van adviezen over de nadere regels voor de operationele, financiële, technische en administratieve uitvoering die voortvloeien uit de implementatie van de geïnformatiseerde databank voor tewerkstelling in de non-profitsector. In deze context onderneemt zij stappen om de technische processen en transversale implicaties van de ontwikkeling en implementatie van de geïnformatiseerde databank te ondersteunen;

2° het opstellen en/of uitbrengen van adviezen over programmerings-, uitvoerings- of aanpassingsmaatregelen waarvoor overleg tussen de betrokken partijen in de geïnformatiseerde databank voor tewerkstelling in de non-profit sector vereist is. Het zorgt er met name voor dat de richtlijnen die in het decreet en de uitvoeringsbesluiten zijn vastgelegd, worden gehandhaafd en dat de nodige aanpassingen worden gedaan als reactie op onvoorziene gebeurtenissen;

3° het uitbrengen van een advies over het evaluatieverslag.

§ 2. De samenstelling en de werkwijze van het Begeleidingscomité worden bepaald door de regering op voorstel van de minister-president.

Het Begeleidingscomité wordt voorgezeten door de Minister-President of zijn/haar vertegenwoordiger.

Het bestaat uit :

1° De Secretaris-Generaal of zijn vertegenwoordiger ;

2° Twee vertegenwoordigers van de Directie of hun plaatsvervangers;

3° Twee vertegenwoordigers van de Dienst of hun plaatsvervangers;

4° Twee vertegenwoordigers van de diensten van de Regering die verantwoordelijk zijn voor de activiteitensectoren waarop de geïnformatiseerde databank voor tewerkstelling in de non-profit sector betrekking heeft, of hun plaatsvervangers;

5° Twee vertegenwoordigers van ETNIC of hun plaatsvervangers;

6° Een vertegenwoordiger van de Minister-President verantwoordelijk voor de geïnformatiseerde databank voor tewerkstelling in de non-profit sector of zijn/haar plaatsvervanger;

7° Een vertegenwoordiger van de minister van Begroting en een vertegenwoordiger van elke minister die verantwoordelijk is voor zaken die onder de geïnformatiseerde databank voor tewerkstelling in de non-profit sector vallen, of hun plaatsvervangers;

8° Acht vertegenwoordigers van de sociale partners in de non-profitsector, gelijkelijk verdeeld tussen de representatieve werkgevers- en werknemersorganisaties, of hun plaatsvervangers.

Het kan deskundigen bij zijn werkzaamheden betrekken.

§ 3. Het Begeleidingscomité wordt bijeengeroepen door de voorzitter en komt minstens één keer per jaar bijeen. De Directie neemt het secretariaat ervan waar.

#### HOOFDSTUK V. — *Beoordeling*

**Art. 13.** § 1. De Directie voert elke 4 jaar een evaluatie van dit decreet uit in overleg met de Dienst en de diensten van de Regering.

§ 2. De inhoud van de beoordeling zal ten minste betrekking hebben op :

1. de impact van de regels voor de geïnformatiseerde databank voor tewerkstelling in de non-profit sector inzake de interne administratieve vereenvoudiging en de relaties met derden;

2. de verwerking van alle gegevens die onder het toepassingsgebied van de geïnformatiseerde databank voor tewerkstelling in de non-profit sector vallen in het kader van de toepassing van dit decreet ;

3. de kwaliteit en kwantiteit van beschikbare beheersgegevens en statistische informatie ;

4. de administratieve en technische middelen binnen de Directie en buiten, hetzij bij de Dienst, de diensten van de Regering of bij werkgevers in de non-profitsector, die voorbehouden zijn voor het opstellen van de geïnformatiseerde databank voor tewerkstelling in de non-profit sector en het gebruik van alle gegevens die binnen zijn toepassingsgebied vallen;

5. de vooruitzichten voor de ontwikkeling van het proces van de geïnformatiseerde databank voor tewerkstelling in de non-profit sector, zowel binnen de Franse Gemeenschap als met de andere betrokken federale en gefedereerde entiteiten.

De regering bepaalt de procedure voor de evaluatie. De regering kan beslissen om het verslag op grotere schaal te verspreiden.

HOOFDSTUK VI. — *Wijzigingsbepalingen, ophettingsbepalingen en inwerkingtreding/inwerkingtreding*

**Art. 14.** § 1. In artikel 68, § 1, van het decreet van de Franse Gemeenschap van 26 maart 2009 tot vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van de jeugdorganisaties, worden de woorden "decreet van 19 oktober 2007 betreffende de invoering van een geïnformatiseerde databank voor tewerkstelling in de non-profit sector van de Franse Gemeenschap" vervangen door "decreet van de Franse Gemeenschap van 18 april 2024 betreffende de geïnformatiseerde databank voor tewerkstelling in de non-profitsector in de Franse Gemeenschap".

§ 2. Artikel 68, § 2, van het voornoemde decreet van 26 maart 2009 wordt geschrapt.

**Art. 15.** Artikel 149, § 3, van het decreet van 18 januari 2018 houdende het wetboek van preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming wordt gewijzigd als volgt :

« § 3. De Regering bepaalt, in voorkomend geval, de aard van de gegevens uit de geïnformatiseerde databank voor tewerkstelling in de non-profit sector, zoals bepaald door het decreet van de Franse Gemeenschap van 18 april 2024 betreffende de geïnformatiseerde databank voor tewerkstelling in de non-profitsector in de Franse Gemeenschap, en die worden doorgegeven aan de bevoegde administratie voor de vaststelling van de personeelskosten. »

**Art. 16.** Artikel 18*bis* van het decreet van de Franse Gemeenschap van 13 juli 1994 betreffende het kinder- en jeugdtoneel, wordt gewijzigd als volgt :

« Artikel 18*bis*. -De Regering bepaalt, in voorkomend geval, voor de gegevens met betrekking tot de tewerkstelling, zowel voor de erkenning als voor de subsidies, de elementen uit de geïnformatiseerde databank voor tewerkstelling in de non-profit sector, zoals bepaald door het decreet van de Franse Gemeenschap van 18 april 2024 betreffende de geïnformatiseerde databank voor tewerkstelling in de non-profitsector in de Franse Gemeenschap"

**Art. 17.** Artikel 49, zesde lid, van het decreet van 20 juli 2000 tot bepaling van de voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van jeugdhuizen, van ontmoetings- en accommodatiecentra, van jongeren informatiecentra en van hun federaties, wordt gewijzigd als volgt :

"De Regering bepaalt, in voorkomend geval, voor de in aanmerking komende lasten, de elementen uit de geïnformatiseerde databank voor tewerkstelling in de non-profit sector, zoals bepaald door het decreet van de Franse Gemeenschap van 18 april 2024 betreffende de geïnformatiseerde databank voor tewerkstelling in de non-profitsector in de Franse Gemeenschap".

**Art. 18.** Artikel 11*bis* van het decreet van de Franse Gemeenschap van 17 juli 2002 betreffende de erkenning en toeelaging van de musea en andere museale instellingen wordt gewijzigd als volgt :

« Artikel 11*bis*. - De Regering bepaalt, In voorkomend geval, en voor zover de subsidiëeringsvoorwaarden met de kwaliteit van de tewerkstelling verband houden, de gegevens uit de geïnformatiseerde databank voor tewerkstelling die werd opgericht binnen het secretariaat-generaal, zoals bepaald door het decreet van de Franse Gemeenschap van 18 april 2024 betreffende de geïnformatiseerde databank voor tewerkstelling in de non-profitsector in de Franse Gemeenschap".

**Art. 19.** Artikel 12, derde lid, van het decreet van de Franse Gemeenschap van 27 februari 2003 houdende erkenning en subsidiëring van de plaatselijke sportcentra en de geïntegreerde plaatselijke sportcentra, wordt gewijzigd als volgt :

"De Regering bepaalt, in voorkomend geval, voor de subsidiëeringsvoorwaarden in verband met de tewerkstelling, de elementen uit de geïnformatiseerde databank voor tewerkstelling die werd opgericht binnen het secretariaat-generaal, zoals bepaald door het decreet van de Franse Gemeenschap van 18 april 2024 betreffende de geïnformatiseerde databank voor tewerkstelling in de non-profitsector in de Franse Gemeenschap".

**Art. 20.** Artikel 40 van het kaderdecreet van de Franse Gemeenschap van 10 april 2003 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de beroepssector van de Podiumkunsten, wordt gewijzigd als volgt :

"Artikel 40 - De Regering bepaalt, in voorkomend geval, per domein en per types activiteiten waarvoor gegevens nodig zijn op het vlak van tewerkstelling, de elementen uit de geïnformatiseerde databank voor tewerkstelling die werd opgericht binnen het secretariaat-generaal, zoals bepaald door het decreet van de Franse Gemeenschap van 18 april 2024 betreffende de geïnformatiseerde databank voor tewerkstelling in de non-profitsector in de Franse Gemeenschap".

**Art. 21.** § 1. In artikel 7, 2<sup>o</sup>, van het decreet van 24 oktober 2008 tot vaststelling van de voorwaarden voor de subsidiëring van de tewerkstelling in de socio-culturele sectoren van de Franse Gemeenschap, worden de woorden "van het decreet van 19 oktober 2007 betreffende de invoering van een geïnformatiseerde databank voor tewerkstelling in de non-profit sector van de Franse Gemeenschap" vervangen door "van het decreet van de Franse Gemeenschap van 18 april 2024 betreffende de geïnformatiseerde databank voor tewerkstelling in de non-profitsector in de Franse Gemeenschap".

§ 2. De derde paragraaf van artikel 23 van het voornoemde decreet van 24 oktober 2008 wordt geschrapt.

**Art. 22.** Artikel 16, derde lid, van het decreet van de Franse Gemeenschap van 31 maart 2004 betreffende de adoptie wordt gewijzigd als volgt :

"De Regering bepaalt, in voorkomend geval, voor de gegevens betreffende de personeelskosten, de elementen uit de geïnformatiseerde databank voor tewerkstelling die werd opgericht binnen het secretariaat-generaal, zoals bepaald door het decreet van de Franse Gemeenschap van 18 april 2024 betreffende de geïnformatiseerde databank voor tewerkstelling in de non-profitsector in de Franse Gemeenschap".

**Art. 23.** § 1. Artikel 4, derde lid, van het decreet van de Franse Gemeenschap van 13 juli 1994 houdende erkenning en subsidiëring van de centra voor private archieven in de Franse Gemeenschap van België, wordt gewijzigd als volgt :

"De Regering bepaalt, in voorkomend geval, wat betreft de weddesubsidie, de elementen uit de geïnformatiseerde databank voor tewerkstelling in de non-profit sector die werd opgericht binnen het secretariaat-generaal, zoals bepaald door het decreet van de Franse Gemeenschap van 18 april 2024 betreffende de geïnformatiseerde databank voor tewerkstelling in de non-profitsector in de Franse Gemeenschap".

§ 2. Artikel 4, vijfde lid, van het decreet van de Franse Gemeenschap van 12 mei 2004 betreffende de centra voor private archieven in de Franse Gemeenschap, dat nog niet in werking is getreden, moet als volgt worden gewijzigd:

“De Regering bepaalt, in voorkomend geval, wat betreft de weddesubsidie, de elementen uit de geïnformatiseerde databank voor tewerkstelling in de non-profit sector die werd opgericht binnen het secretariaat-generaal, zoals bepaald door het decreet van de Franse Gemeenschap van 18 april 2024 betreffende de geïnformatiseerde databank voor tewerkstelling in de non-profitsector in de Franse Gemeenschap”.

**Art. 24.** In artikel 34, § 1, derde lid, en in artikel 37§ 1, tweede lid, van het decreet van de Franse Gemeenschap van 3 mei 2019 betreffende de in de Franse Gemeenschap georganiseerde sportbeweging worden de woorden “decreet van 19 oktober 2007 betreffende de invoering van een geïnformatiseerde databank voor tewerkstelling in de non-profit sector van de Franse Gemeenschap” vervangen door “decreet van de Franse Gemeenschap van 18 april 2024 betreffende de geïnformatiseerde databank voor tewerkstelling in de non-profitsector in de Franse Gemeenschap”.

**Art. 25.** Artikel 10, derde lid, van het decreet van de Franse Gemeenschap van 30 maart 2007 tot organisatie van de erkenning en de subsidiëring van een vereniging van Franstalige sportfederaties, recreatieve sportfederaties en sportverenigingen, wordt gewijzigd als volgt :

“De Regering bepaalt, wat de informatie met betrekking tot tewerkstelling, de elementen uit de geïnformatiseerde databank voor tewerkstelling in de non-profit sector die werd opgericht binnen het secretariaat-generaal, zoals bepaald door het decreet van de Franse Gemeenschap van 18 april 2024 betreffende de geïnformatiseerde databank voor tewerkstelling in de non-profitsector in de Franse Gemeenschap”.

**Art. 26.** Artikel 3, § 1, derde lid van het decreet van 2 juli 2007 houdende subsidiëring van de opleiding van de jonge voetballers, wordt gewijzigd als volgt :

“De Regering bepaalt, wat de informatie met betrekking tot de tewerkstelling betreft, de elementen uit de geïnformatiseerde databank voor tewerkstelling in de non-profit sector die werd opgericht binnen het secretariaat-generaal, zoals bepaald door het decreet van de Franse Gemeenschap van 18 april 2024 betreffende de geïnformatiseerde databank voor tewerkstelling in de non-profitsector in de Franse Gemeenschap”. »

**Art. 27.** Artikel 5, derde lid, van het decreet van 12 mei 2004 houdende de erkenning en de betoelaging van telefonische onthaaldiensten voor kinderen, wordt gewijzigd als volgt :

“De Regering bepaalt, wat de informatie met betrekking tot de tewerkstelling betreft, de elementen uit de geïnformatiseerde databank voor tewerkstelling in de non-profit sector die werd opgericht binnen het secretariaat-generaal, zoals bepaald door het decreet van de Franse Gemeenschap van 18 april 2024 betreffende de geïnformatiseerde databank voor tewerkstelling in de non-profitsector in de Franse Gemeenschap”.

**Art. 28.** Artikel 15<sup>ter</sup> van het decreet van de Franse Gemeenschap van 17 mei 1999 betreffende de vakantiecentra wordt geschrapt.

**Art. 29.** In artikel 29, § 1, van het decreet van de Franse Gemeenschap van 14 maart 2019 betreffende de bevordering van de gezondheid op scholen en in het hoger onderwijs buiten de universiteiten, wordt de zin “Met instemming van de Regering kan O.N.E. gebruik maken van de werkgegevens uit het bij het secretariaat-generaal ingestelde arbeidsregister, zoals gedefinieerd in het decreet van de Franse Gemeenschap van 19 oktober 2007 betreffende de invoering van een geïnformatiseerde databank voor tewerkstelling in de non-profit sector van de Franse Gemeenschap.” geschrapt.

**Art. 30.** § 1. In artikel 33 van het decreet van de Franse Gemeenschap van 3 juli 2003 betreffende de coördinatie van de opvang van de kinderen tijdens hun vrije tijd en betreffende de ondersteuning van de buitenschoolse opvang, wordt het tweede lid geschrapt.

§ 2. In artikel 34 van hetzelfde decreet wordt het tweede lid geschrapt.

§ 3. In artikel 35, § 1, van hetzelfde decreet wordt het tweede lid geschrapt.

**Art. 31.** § 1. Artikel 18<sup>bis</sup> van het decreet van de Franse Gemeenschap van 28 april 2004 betreffende de erkenning en de subsidiëring van huiswerkinstituten, wordt geschrapt.

§ 2. Artikel 21<sup>bis</sup> van het bovenvermelde decreet van de Franse Gemeenschap van 28 april 2004 wordt gewijzigd als volgt :

“Artikel 21<sup>bis</sup> - De Regering bepaalt, in voorkomend geval, wat betreft de gegevens betreffende de tewerkstelling, de elementen uit de geïnformatiseerde databank voor tewerkstelling die werd opgericht binnen het secretariaat-generaal, zoals bepaald door het decreet van de Franse Gemeenschap van 18 april 2024 betreffende de geïnformatiseerde databank voor tewerkstelling in de non-profitsector in de Franse Gemeenschap”.

**Art. 32.** In artikel 13 van het decreet van de Franse Gemeenschap van 12 mei 2004 betreffende de hulpverlening aan mishandelde kinderen, wordt paragraaf 4 geschrapt.

**Art. 33.** In artikel 5 van het decreet van 17 juli 2022 houdende hervorming van de “Office de la Naissance et de l’Enfance”, afgekort “O.N.E.”, wordt het tweede lid geschrapt.

**Art. 34.** In artikel 7/5, § 1, derde lid, 4de streepje, van het decreet van de Franse Gemeenschap van 21 februari 2019 betreffende de versteviging van de kwaliteit en de toegankelijkheid van de opvang van jonge kinderen in de Franse Gemeenschap, worden de woorden “in het decreet van 19 oktober 2007 betreffende de invoering van een geïnformatiseerde databank voor tewerkstelling in de non-profit sector van de Franse Gemeenschap” vervangen door de woorden “in het decreet van de Franse Gemeenschap van 18 april 2024 betreffende de geïnformatiseerde databank voor tewerkstelling in de non-profitsector in de Franse Gemeenschap”.

**Art. 35.** Het decreet van de Franse Gemeenschap van 19 oktober 2007 betreffende de invoering van een geïnformatiseerde databank voor tewerkstelling in de non-profit sector van de Franse Gemeenschap wordt opgeheven.

Dit decreet treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt wordt.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 18 april 2024.

De Minister-President, belast met Internationale Betrekkingen, Sport en Onderwijs voor sociale promotie,  
P.-Y. JEHOLET

De Vicepresident en Minister van Begroting, Ambtenarenzaken,  
Gelijke kansen en het toezicht op Wallonie-Bruxelles Enseignement,  
F. DAERDEN

De Vicepresidente en Minister van Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten,  
B. LINARD

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek,  
Universitaire ziekenhuizen, Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Jeugd en Promotie van Brussel,  
F. BERTIEAUX

De Minister van Onderwijs,  
C. DESIR

—  
Nota

(1) *Zitting 2023-2024*

Stukken van het Parlement. – Ontwerp van decreet, nr. 689-1 – Tekst aangenomen tijdens de plenaire vergadering, nr. 689-2

Integraal verslag. – Bespreking en aanneming. - Vergadering van 17 april 2024.

---

## MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2024/005927]

### 16 MAI 2024. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française admettant aux subventions l'école « El Hikma - La Sagesse » à Anderlecht

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement ;

Vu le décret du 13 juillet 1998 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire et modifiant la réglementation de l'enseignement ;

Vu le décret du 3 mai 2019 portant les livres 1<sup>er</sup> et 2 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire, et mettant en place le tronc commun ;

Vu l'arrêté royal du 2 août 1984 portant rationalisation et programmation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 novembre 2013 portant organisation des contrôle et audit internes budgétaires et comptables ainsi que du contrôle administratif et budgétaire ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 31 août 2016 relatif à la demande d'admission aux subventions des établissements scolaires ;

Vu l'avis du Conseil général de l'enseignement fondamental du 16 janvier 2024 ;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 20 mars 2024 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 16 mai 2024 ;

Considérant que les dispositions prévues aux articles 1.7.3-1 et 1.7.3-2 du décret du 3 mai 2019 précité et que la procédure reprise à l'article 24, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 29 mai 1959 et à l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 31 août 2016 précité ont été respectées ;

Sur la proposition de la Ministre de l'Education ;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** L'école « El Hikma - La Sagesse », située Boulevard International 55, à 1070 Bruxelles et dont le Pouvoir organisateur est l'ASBL « Institut El Hikma-La Sagesse, Rue Berthelot 34, à 1190 Bruxelles », est admise aux subventions à partir du 26 août 2024.

L'admission aux subventions est d'abord provisoire dès la première année de fonctionnement.

L'admission aux subventions est confirmée si les dispositions prévues à l'article 15 de l'arrêté royal du 2 août 1984 portant rationalisation et programmation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire, et à l'article 1.7.3-1 du décret du 3 mai 2019 portant les livres 1<sup>er</sup> et 2 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire, et mettant en place le tronc commun, sont respectées.

**Art. 2.** Un emploi de direction d'école fondamentale est créé dans l'école, au plus tôt, à partir du 1<sup>er</sup> avril 2024.

**Art. 3.** Afin d'être admise définitivement aux subventions, l'école devra atteindre la norme de 16 élèves par niveau à la date du 30 septembre 2024.

**Art. 4.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa signature.

**Art. 5.** La Ministre ayant l'Enseignement obligatoire dans ses attributions est chargée de l'exécution du présent arrêté.